

88160

Direction Départementale
des Territoires des Vosges

Liste des servitudes d'utilité publique

EPINAL

Epinal le 18 mars 2026

- 3 AVR. 2026



A4 LIBRE PASSAGE LE LONG DES COURS D'EAU NON DOMANIAUX

Référence du texte législatif : article L. 211-7 (IV) du Code de l'environnement, décret n°59-96 du 7 janvier 1959 valeur de servitudes au sens de l'article L. 151-37-1 du code rural, article L. 151-37-1 et articles R. 152-29 à R. 152-35 du Code rural

Acte instituant la servitude : A.P.N°3.127.63 du 19/09/1963

Désignation de la servitude :

LA MOSELLE (du THILLOT à EPINAL)

AC1 PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Classé en 1846

Désignation de la servitude :

EPINAL: Basilique Saint-Maurice.

AC1

PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Inscrit les 23/10/1926 et 02/03/1928

Désignation de la servitude :

EPINAL: Place des Vosges: façades des maisons n° pairs et impairs (1 à 23 inclus) à l'exception du n°5 (voir 8806760)

AC1

PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Inscrit le 09/11/1984

Désignation de la servitude :

EPINAL: Immeuble situé 30 bis rue Thiers :les façades et les toitures sur la rue et la grille l'escalier avec sa cage les portes vitrées du rez de chaussée les cheminées du bureau du salon et de la salle à manger.

AC1

PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Classé le 20/06/1986

Désignation de la servitude :

EPINAL: facade sur la place et pan de toiture correspondant de la maison dite du Bailli 5 place des Vosges.



Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Inscrit le 24/04/86

Désignation de la servitude :

EPINAL Imagerie Pellerin:totalité des batiments ainsi que les machines qu'ils contiennent

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Classé par Arrêté MH92-IMM.056 du 26/06/1992.Se substitue à l'Ar. d'Inscrip. du 27/02/1989

Désignation de la servitude :

Les parties suivantes du château d'EPINAL :

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Inscrit par Arrêté n°90-SGAR-468 du 22/11/90

Désignation de la servitude :

EPINAL : Maison Romaine; comprenant la villa, les dépendances, l'ancien jardin d'hiver, les murs de cloture et les jardins

AC1

PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Inscrit par Arrêté n°92-SGAR-126 du 06/05/1992.

Désignation de la servitude :

EPINAL: Chapelle Saint-Michel.

AC1

PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Inscrit par Arrêté MH-92-IMM.057. du 26/05/1992

Désignation de la servitude :

EPINAL: Parc du Chateau.

AC1

PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Inscrit par Arrêté n° 94-SGAR 634 du 17/11/1994.

Désignation de la servitude :

EPINAL: Maison située 1, place des Vosges et 15, rue du 170°.

AC1**PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES**

Référence du texte législatif : Code du patrimoine (Livre VI : Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architecturale / Titre II : Monuments historiques / Chapitre 1er : Immeubles), immeubles classés au titre des monuments historiques : articles L. 621-1 et suivants, immeubles inscrits au titre des monuments historiques : articles L. 621-25 et suivants, protection au titre des abords : articles L. 621-30 à L. 621-32

Acte instituant la servitude : Arrêté ministériel n°17 du 15/04/2011 modifiant l'arrêté SGAR n°2010-306 en date du 03/09/2010

Désignation de la servitude :

ÉPINAL : Est classé en totalité l'Eglise Notre-Dame-au-Cierge située avenue de Latre de Tassigny sur la parcelle n°175 figurant au cadastre section AC

AC4**SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES**

Référence du texte législatif : Art. 112 de la loi n°2016-925 du 07/07/2016 / SPR: art. L.631-1 à L.631-5, R.631-1 et suivant du code du patrimoine / PVAP: art. L.631-3 à L.631-4, R.631-6 à R.631-14 du code du patrimoine / Projets AVAP mis à l'étude avant la loi LCAP: art. L.642-1 à L.642-10 du code du patrimoine, dans leur rédaction antérieure à la loi LCAP

Acte instituant la servitude : Arrêté Ministériel du 18/03/2024 NOR:MICC2407208A

Désignation de la servitude :

Classement du site patrimonial remarquable d'Épinal

AS1**PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINÉRALES**

Référence du texte législatif : Eaux potables : article L215-13 du code de l'environnement, article L.1321-2, article L. 1321-2-1, articles R. 1321-6 et suivants - Eaux minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, articles R. 1322-17 et suivants

Acte instituant la servitude : Arrêté n°833/2003 du 28/03/2003, modifiant et complétant l'arrêté n°402/68/DDA du 30/10/196

Désignation de la servitude :

Sources "Aubépine n° 1,2,3 appelées également et respectivement sources "Vauthier", "Petite Maison" et "Tampon". Actualisation de la source "Noirbois".

AS1

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Référence du texte législatif : Eaux potables : article L215-13 du code de l'environnement, article L.1321-2, article L. 1321-2-1, articles R. 1321-6 et suivants - Eaux minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, articles R. 1322-17 et suivants

Acte instituant la servitude : Arrêté n°236/03 DDE du 28/03/2003 modifiant et complétant les arrêtés n°429/78 DDE du 28/03/78 et n°181/96/ DDE du 09/04/1996

Désignation de la servitude :

DOGNEVILLE (POMPAGE)

AS1

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Référence du texte législatif : Eaux potables : article L215-13 du code de l'environnement, article L.1321-2, article L. 1321-2-1, articles R. 1321-6 et suivants - Eaux minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, articles R. 1322-17 et suivants

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n° 1229/2013 du 14/06/2013 abrogeant les arrêtés préfectoraux 1324/78 DDE du 28/08/78 et 435/81 DDE du 01/04/81

Désignation de la servitude :

Sources Pré-Paxion, Uzefaing, Gravelle, Margotte, Sainte-Barbe, Aydoilles, Saint-Oger et des puits Soba

AS1

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Référence du texte législatif : Eaux potables : article L215-13 du code de l'environnement, article L.1321-2, article L. 1321-2-1, articles R. 1321-6 et suivants - Eaux minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, articles R. 1322-17 et suivants

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n° 232/2012 du 13/04/2012 abrogeant en partie l'AP 715/79 DDE 05/06/79

Désignation de la servitude :

Sources 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du Saint-Oger

AS1

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Référence du texte législatif : Eaux potables : article L215-13 du code de l'environnement, article L.1321-2, article L. 1321-2-1, articles R. 1321-6 et suivants - Eaux minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, articles R. 1322-17 et suivants

Acte instituant la servitude : 379/77 DDE 22/03/77 GOLBEY ET 340/92/DDE 04/08/1992.

Désignation de la servitude :

GOLBEY (LA POUDRIERE)

AS1

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Référence du texte législatif : Eaux potables : article L215-13 du code de l'environnement, article L.1321-2, article L. 1321-2-1, articles R. 1321-6 et suivants - Eaux minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, articles R. 1322-17 et suivants

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n° 1472/2011 du 31/05/2011

Désignation de la servitude :

Captages des eaux Prés Jeannot, Prés Maigrot et Bouffrot alimentant en eau potable la commune de Chantraine

AS1

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Référence du texte législatif : Eaux potables : article L215-13 du code de l'environnement, article L.1321-2, article L. 1321-2-1, articles R. 1321-6 et suivants - Eaux minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, articles R. 1322-17 et suivants

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n°2651/2018 du 20/12/2018

Désignation de la servitude :

CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES, EPINAL, LA BAFTE : forage de La Baffe

EL11**INTERDICTION D ACCES AUX ROUTES EXPRESS ET DEVIATIONS**

Référence du texte législatif : articles L. 122-2, L.151-3, L.152-1 et L.152-2 du Code de la voirie routière

Acte instituant la servitude : Décret de D.U.P. du 20/09/78.

Désignation de la servitude :

R.N.57. Déviation d'Epinal (Route express).

EL3**NAVIGATION INTERIEURE - HALAGE ET MARCHEPIED**

Référence du texte législatif : Articles L. 2131-2 à L. 2131-6 du Code général de la propriété des personnes publiques, Servitude de marchepied : L.2131-2 al 1 et 2, Servitude de halage : L.2131-2 al 4 et 5, Servitude à l'usage des pêcheurs : L.2131- al 2 et 6

Acte instituant la servitude : Codes fluvial et rural.

Désignation de la servitude :

Canal de l'Est-branche sud. Embranchement du port d'Epinal.

EL3**NAVIGATION INTERIEURE - HALAGE ET MARCHEPIED**

Référence du texte législatif : Articles L. 2131-2 à L. 2131-6 du Code général de la propriété des personnes publiques, Servitude de marchepied : L.2131-2 al 1 et 2, Servitude de halage : L.2131-2 al 4 et 5, Servitude à l'usage des pêcheurs : L.2131- al 2 et 6

Acte instituant la servitude : Codes fluvial et rural.

Désignation de la servitude :

Rigole d'alimentation du réservoir de Bouzey.

Référence du texte législatif : Articles L. 2131-2 à L. 2131-6 du Code général de la propriété des personnes publiques, Servitude de marchepied : L.2131-2 al 1 et 2, Servitude de halage : L.2131-2 al 4 et 5, Servitude à l'usage des pêcheurs : L.2131- al 2 et 6

Acte instituant la servitude : Codes fluvial et rural.

Désignation de la servitude :

LA MOSELLE (Du pont Patch à Epinal à la limite de la Meurthe et Moselle).

Référence du texte législatif : Articles L. 112-1 à L. 112-8, L. 123-6, L. 123-7, L. 131-4, L. 131-6, L. 141-3, R.112-1 à R.112-3, R. 123-3, R. 123-4, R.131-3 à R. 131-8 et R. 141-4 à R. 141-10 du code de la voirie routière

Acte instituant la servitude : a) 18/08/1885. b) 30/09/1909. c) 10/04/1888. d) 20/08/1913 modifié le 03/05/1926. e) 30/03/1898 et 07/10/1930. f) 17/09/1823 modifié les 02/08/1845 et 12/12/1901. g) 03/04/1894.

Désignation de la servitude :

a) R.D. 11 PR 0+000 / 0+420. b) R.D. 12 PR 24+923 / 27+400 (sous réserve). c) R.D. 12 PR 24+524 / 24+923 (sous réserve) . d) R.D. 36 PR 30+090 / 307+841 . e) R.D. 42 PR 1+560 / 3+200 et PR 1+536 / 2+670 . f) R.D. 157 PR 34+275 / 36+300. g) R.D.434 PR 35+302 / 35+770.

Référence du texte législatif : L. 555-27, R.555-30 a) et L. 555-29 du code de l'environnement

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n°107/2017 du 19 janvier 2017 - Arrêté préfectoral n°271/2018 du 09 avril 2018

Désignation de la servitude :

Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRTGAZ, des canalisations de transport d'hydrocarbures propriété de l'Etat ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés SNOI et de certaines canalisations de distributions de gaz

I3

CANALISATIONS TRANSPORT GAZ - HYDROCARBURES - PRODUITS CHIMIQUES

Référence du texte législatif : L. 555-27, R.555-30 a) et L. 555-29 du code de l'environnement

Acte instituant la servitude : Article 25 du Décret du 25/01/64

Désignation de la servitude :

TRANSPORT GAZ ART-SUR-MEURTHE - EPINAL (SAINT PHLIN-EPINAL) (D.250-1966)

I3

CANALISATIONS TRANSPORT GAZ - HYDROCARBURES - PRODUITS CHIMIQUES

Référence du texte législatif : L. 555-27, R.555-30 a) et L. 555-29 du code de l'environnement

Acte instituant la servitude : Article 25 du Décret du 25/01/64

Désignation de la servitude :

TRANSPORT GAZ EPINAL - NOIDANS-LES-VESOUL (VESOUL) (D.200-1977)

I4A

TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE - 3ème CATEGORIE

Référence du texte législatif : Articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du code de l'énergie

Acte instituant la servitude :

Désignation de la servitude :

TRANSPORT - 3^e Catégorie. Ligne 225kv. ETIVAL - VINCEY - SAINT NABORD - TRONCON VINCEY - SAINT NABORD (tracé commun partiel avec ligne 63Kv. DOGNEVILLE - SAINT NABORD.

Référence du texte législatif : Articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du code de l'énergie

Acte instituant la servitude :

Désignation de la servitude :

TRANSPORT - 3^e Catégorie. Ligne 63kv. DOGNEVILLE - SAINT NABORD (tracé commun avec lignes 225kv. VINCEY - JEUXEY-GOLBEY et ETIVAL - VINCEY - SAINT NABORD - Tronçon VINCEY - SAINT NABORD.

Référence du texte législatif : Loi du 15 juin 1906 (art. 12 et 12bis) modifiée, loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298), Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35) modifiée, décret n°67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4), décret n° 70-492 du 1 juin 1970 modifié.

Acte instituant la servitude :

Désignation de la servitude :

DISTRIBUTION Sur le territoire communal.

Référence du texte législatif : Loi du 15 juin 1906 modifiée (art. 12), Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée (art. 35), Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4), Décret n° 70-492 du 1/06/1970 modifié (titre I – chapitre III et titre II), Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié (art. 5 et 29), Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée (art.24)

Acte instituant la servitude : Article 25 du Décret du 25/01/64

Désignation de la servitude :

DISTRIBUTION Sur le territoire communal.

INT1

SERVITUDE AU VOISINAGE DES CIMETIERES

Référence du texte législatif : Articles L. 2223-5 et R. 2223-7 du code général des collectivités territoriales et article R. 425-13 du code de l'urbanisme

Acte instituant la servitude :

Désignation de la servitude :

JS1

PROTECTION DES TERRAINS DE SPORT

Référence du texte législatif : Articles L. 312-3 et R. 312-6 du code du sport

Acte instituant la servitude :

Désignation de la servitude :

Stade de football, Tir à l'arc, Tennis, Terrain de pétanque, Complex sportif, Plateau sportif, Gymnase, Hall sportif, Etablissement thermal salle chaude, Piste de roller

PM1

PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Référence du texte législatif : Articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-11 du code de l'environnement, article L. 174-5 du nouveau code minier, Décret n°2000-547 du 16 juin 2000 modifié relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n°37/07/DDE du 24 mai 2007.

Désignation de la servitude :

Plan de Prévention du Risque inondations (PPRI) Moselle centre

Référence du texte législatif : Articles L. 515-8 et suivants, L.515-12, R. 515-24 à R. 515-31 et nomenclature des ICPE annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n°492/2014 du 13/03/2014

Désignation de la servitude :

Site de l'ancienne station service TOTAL installée 26 Quai du Colonel Sérot à Epinal - Section AV parcelle n°123

Référence du texte législatif : Articles L. 515-8 et suivants, L.515-12, R. 515-24 à R. 515-31 et nomenclature des ICPE annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n° 1844/2015 du 18/09/2015 abrogeant l'Arrêté Préfectoral n° 1476/2015 du 09/07/2015

Désignation de la servitude :

Site de l'ancienne usine d'émulsion de bitume installé rue du Général Haxo (EPINAL) - Parcelles cadastrales AE 419, AE 420 et AE 422

Référence du texte législatif : Articles L. 515-8 et suivants, L.515-12, R. 515-24 à R. 515-31 et nomenclature des ICPE annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n°2344/2015 du 18/12/2015

Désignation de la servitude :

Site de l'ancienne station service Total-relais d'Epinal installée 4 rue de Nancy - section AC parcelles n°48 et 49

PT1

TELECOM. PROTECTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES

Référence du texte législatif : Articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 27 à R. 39 du code des postes et des communications électroniques, Arrêté du 21 août 1953 modifié relatif à l'établissement de la liste et des caractéristiques du matériel électrique

Acte instituant la servitude : Décret du 22/08/2012 modifiant le Décret du 25/01/1961

Désignation de la servitude :

Centre radioélectrique d'EPINAL -Bois de la Vierge Coresta 88 13 001

PT1

TELECOM. PROTECTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES

Référence du texte législatif : Articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 27 à R. 39 du code des postes et des communications électroniques, Arrêté du 21 août 1953 modifié relatif à l'établissement de la liste et des caractéristiques du matériel électrique

Acte instituant la servitude : Décret du 10/03/1961

Désignation de la servitude :

Centre radioélectrique d'EPINAL -Préfecture Coresta 88 14 001

PT1

TELECOM. PROTECTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES

Référence du texte législatif : Articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 27 à R. 39 du code des postes et des communications électroniques, Arrêté du 21 août 1953 modifié relatif à l'établissement de la liste et des caractéristiques du matériel électrique

Acte instituant la servitude : Décret du 08/03/2001

Désignation de la servitude :

Centre radioélectrique d'EPINAL-fort des Adelphe 88 51 201

PT2**TELECOM. PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES**

Référence du texte législatif : Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques

Acte instituant la servitude : Décret du 08/03/2001

Désignation de la servitude :

Centre radioélectrique d'EPINAL-fort des Adelphe 88 51 201

PT3**TELECOMMUNICATIONS - TELEPHONE - TELEGRAPHE : DISTRIBUTION**

Référence du texte législatif : Articles L. 45-9, L. 48 et R. 20-55 à R. 20-62 du code des postes et des communications électroniques

Acte instituant la servitude :

Désignation de la servitude :

DISTRIBUTION Sur le territoire communal

T1**VOIES FERREES**

Référence du texte législatif : Loi du 15 juillet 1845 (articles 1 à 11) - L. 123-6 et R.123-3, L. 114-1 à L. 114-6 , R. 131-1 et s. ainsi que R. 141-1 et suivants du code de la voirie routière

Acte instituant la servitude : Loi du 15/07/1845

Désignation de la servitude :

LIGNE DE BLAINVILLE A LURE.

Référence du texte législatif : Articles L. 6350-1 à L. 6351-5 et L. 6372-8 à L. 6372-10 du code des transports, Articles R. 241-3 à R. 242-2, D. 241-4 à D. 242-14 et D. 243-7 du code de l'aviation civile, Arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques

Acte instituant la servitude : Arrêté ministériel du 04/12/1990.

Désignation de la servitude :

AERODROME D' EPINAL - DOGNEVILLE.



ARRETE n°105/2024
portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme d'Epinal
pour annexion de l'arrêté ministériel de délimitation du périmètre
du Site Patrimonial Remarquable (SPR) d'Epinal

Le Maire de la Ville d'Epinal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-51 à 53 et R.153-18,

Vu le Code du Patrimoine, spécifiquement ses articles L.631-1 et suivants et R.631-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Epinal approuvé en date du 02 février 2006, avec les différentes révisions et modifications qui s'y rapportent,

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2021 relative à l'approbation du Site Patrimonial Remarquable d'Epinal

Vu l'arrêté du Ministère de la Culture n°MICC2407208A datant du 18 mars 2024 portant classement du Site Patrimonial Remarquable d'Epinal,

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme d'Epinal pour intégrer la servitude d'utilité publique concernée par l'arrêté ministériel susvisé,

ARRETE :

- Article 1 : Mise à jour du PLU d'Epinal

Le Plan Local d'Urbanisme d'Epinal est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet et en application de l'arrêté du Ministère de la Culture n°MICC2407208A en date du 18 mars 2024, ses annexes sont complétées par le périmètre du Site Patrimonial Remarquable défini pour la commune d'Epinal.

- Article 2 : Mise à disposition des documents

Le dossier de mise à jour est tenu à la disposition du public à la Mairie d'Epinal et à la Préfecture.

- Article 3 : Affichage et ampliation

Le présent arrêté sera affiché aux lieux accoutumés de la Mairie d'Epinal durant un mois et publié au registre dématérialisé des actes administratifs de la commune, et une ampliation sera adressée à Madame la Préfète des Vosges.

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme à jour est également disponible sur le site Internet de la Ville à l'adresse suivante : <https://www.epinal.fr> et sur la plateforme « Géoportail de l'Urbanisme ».

- Article 4 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.

Fait à Epinal, le 18/04/2024

Le Maire



Patrick NARDIN

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Arrêté du 18 mars 2024 portant classement du site patrimonial remarquable d'Epinal

NOR : MICC2407208A

La ministre de la culture,

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L. 631-1 et suivants et R. 631-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2023 prescrivant sur le territoire de la commune d'Epinal l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de classement au titre des sites patrimoniaux remarquables ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Epinal en date du 16 décembre 2021 émettant un avis favorable sur le projet de périmètre du site patrimonial remarquable ;

Vu la proposition de classement adressée au ministre chargé de la culture le 12 août 2022 ;

Vu l'avis favorable du 16 mars 2023 émis par la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture sur le périmètre proposé ;

Vu le résultat de l'enquête publique et l'avis favorable du 20 novembre 2023 émis par le commissaire enquêteur ;

Considérant qu'en raison de la qualité et de la valeur d'ensemble de son patrimoine, la conservation, la restauration, la réhabilitation et la mise en valeur du bourg ancien, du quartier daté du XIX^e siècle et de l'ensemble issu de la Seconde Reconstruction de la commune d'Epinal présentent un intérêt public au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique et paysager,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est classé au titre des sites patrimoniaux remarquables le site délimité sur le territoire de la commune d'Epinal (Vosges) conformément au plan annexé au présent arrêté.

Art. 2. – Le présent arrêté, le plan annexé et le dossier de classement du site patrimonial remarquable d'Epinal pourront être consultés à la préfecture ou à l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Vosges et à la mairie d'Epinal.

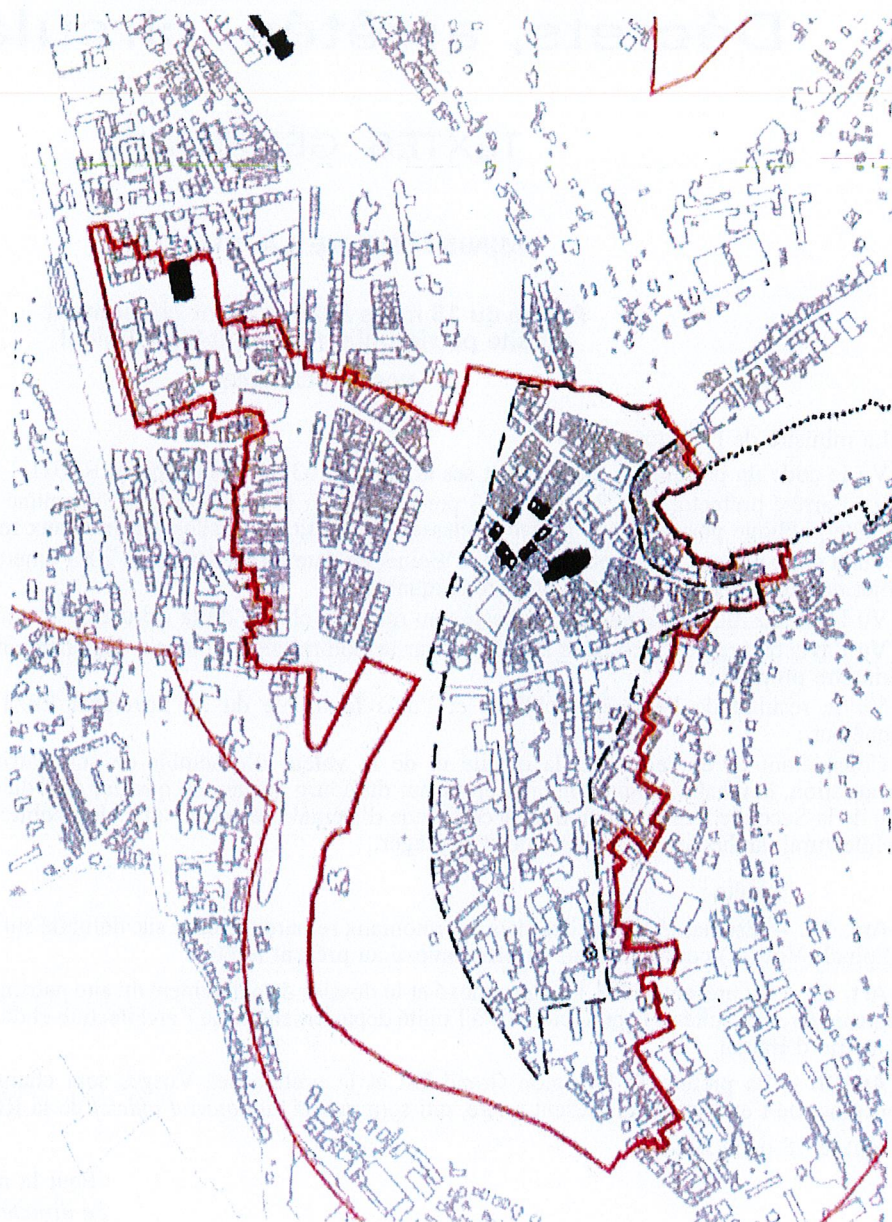
Art. 3. – La préfète de la région Grand Est et la préfète des Vosges sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 mars 2024.

Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur général des patrimoines
et de l'architecture,*
J.-F. HEBERT

ANNEXE

PÉRIMÈTRE DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE D'ÉPINAL



— Périmètre du SPR

○ Limite du périmètre actuel de protection des abords des Monuments Historiques

Monuments historiques et sites classés et inscrits

- Édifices classés ou inscrits en totalité
- Édifices classés ou inscrits partiellement
- ⋯ Périmètre du site inscrit urbain du 25 juin 1975

m

ARRETE N° 187 DU 31/03/2026
PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE EPINAL

LE MAIRE,

- Vu Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 151-43, R 151-51 à 53, R 153-18,
- Vu La délibération du Conseil municipal en date du 02/02/2006 approuvant le plan local d'urbanisme,
- Vu Le décret n° 2025-1272 du 22 décembre 2025 mettant fin à l'inscription des sites inscrits (AC2) en raison de leur couverture avec une autre mesure de protection de niveau au moins équivalent.

ARRETE

- ARTICLE 1er :

Le plan local d'urbanisme de la commune de Épinal est mis à jour à la date du présent arrêté.
Le décret n° 2025-1272 du 22 décembre 2025 a supprimé la servitude AC2.

- ARTICLE 2 :

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie, sur le Géoportail de l'Urbanisme et à la Préfecture.

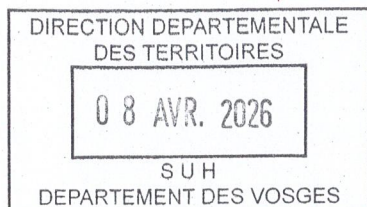
- ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie durant un mois.

- ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera adressé au Préfet des Vosges.

Épinal, le 31/03/2026
Monsieur le Maire



Plan de Prévention des Risques Inondation
de la MOSELLE

Commune d'EPINAL

Plan de Zonage

Echelle 1/5000

Vu pour être annexé
à mon arrêté d'approbation
n° 3707/DDE
en date du: 24 MAI 2007

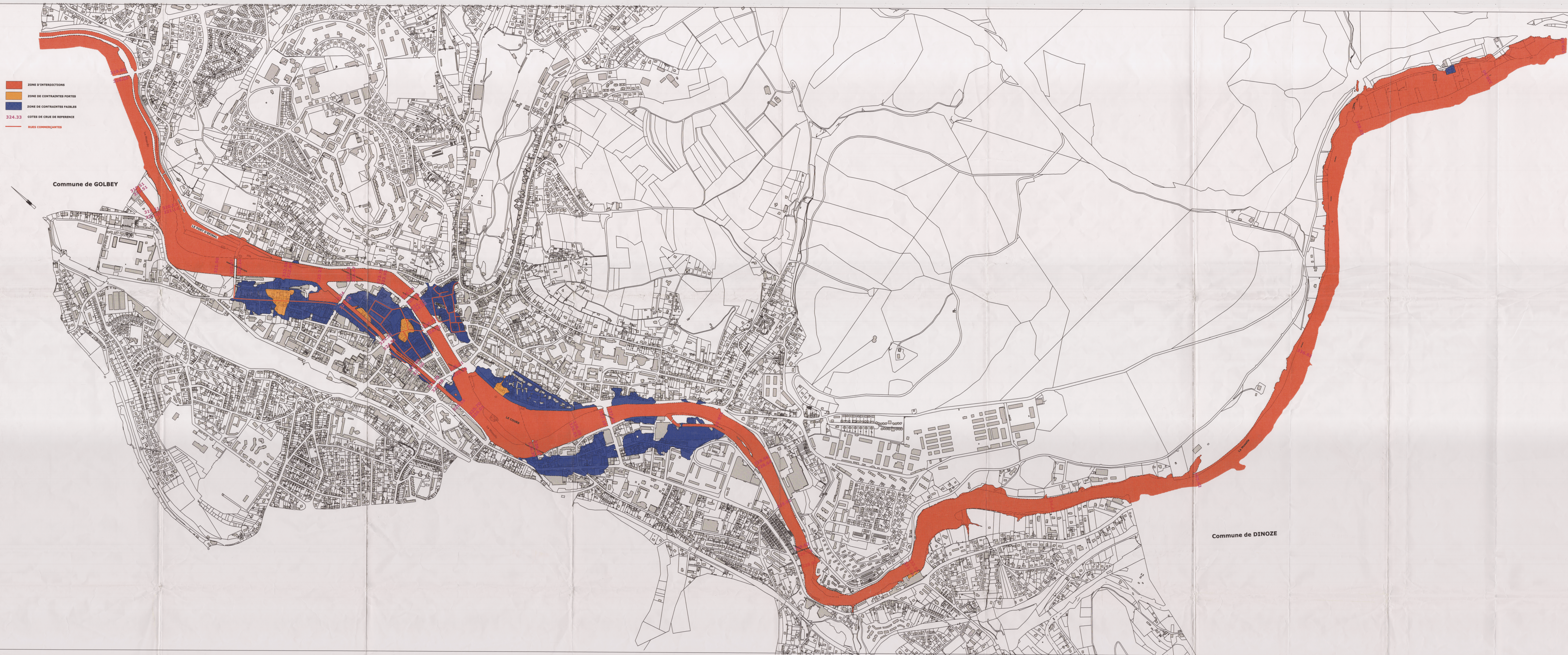
LE PREFET

Copie certifiée conforme à l'original.
Direction Départementale de l'Équipement
le Chef de la Cellule Prévention de la Prévention des Risques

Claude PIRELLI



JANVIER 2007





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES VOSGES

Dinozé, Epinal et Golbey

PPRi

Direction
Départementale
de l'Équipement (DDE)
des Vosges



Service de l'Urbanisme et de
l'Habitat (SUH)

Bureau Planification de la
Prévention des Risques (PPR)

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

-Inondations-

POUR LA RIVIERE LA MOSELLE



Note de présentation

MARS 2007

88 026 EPINAL CEDEX

téléphone : 03 29 69 12 12

télécopie : 03 29 69 13 12

mél : dde-vosges@equipement.gouv.fr

PPRI DE LA MOSELLE CENTRE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE DINOZE, EPINAL, GOLBEY
NOTE DE PRESENTATION

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
INTRODUCTION	4
1. DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS	
2. LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES	5
3. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION D'UN PPRI SUR LES COMMUNES RIVERAINES DE LA MOSELLE	6
3.1. <i>Plusieurs fortes crues historiques.....</i>	
3.2. <i>Un contexte hydrogéomorphologique particulier</i>	
3.3. <i>Des enjeux humains et économiques</i>	
3.4. <i>Les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin -Meuse en matière de Prévention du Risque Inondation</i>	7
PPRI - PROCEDURE D'ELABORATION	8
4. ELABORATION DU PPRI : UNE DEMARCHE SIMPLE ET CONCERTEE	
DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRI – ELABORATION DE CES DOCUMENTS	10
5. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRI.....	
6. ELABORATION DES PLANS DE ZONAGE.....	11
6.1. <i>Cartographie de l'aléa inondation</i>	
6.2. <i>Cartographie des enjeux.....</i>	14
6.3. <i>Plans de zonage</i>	15
PPRI - CONSEQUENCES.....	16
7. EFFETS DU PPRI	
7.1. <i>Généralités.....</i>	
7.2. <i>Conséquences pour les biens et activités.....</i>	

PPRI DE LA MOSELLE CENTRE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE DINOZE, EPINAL, GOLBEY
NOTE DE PRESENTATION

PREAMBULE

Par arrêté n° 330/04/DDE en date du 12 mai 2004 le Préfet des Vosges a prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) sur les communes de DINOZE, EPINAL, GOLBEY traversées par la Moselle.

La Direction Départementale de l'Equipement des Vosges a été chargée de la réalisation de ce PPRi.

La présente note, jointe aux cartes d'aléas et aux cartes d'enjeux, a pour objet de présenter la démarche globale de gestion des inondations, les secteurs concernés, les inondations prises en compte, la manière dont les cartes d'aléas et d'enjeux ont été réalisées et leur contenu.

INTRODUCTION

1. DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 et les circulaires du 24 janvier 1994 et du 2 avril 1996 fixent les grandes orientations de la politique de l'Etat en matière de gestion des zones inondables.

Dans sa « Doctrine d'élaboration des Plans de Prévention des Risques dans le Bassin Rhin Meuse » diffusée par le préfet coordonnateur de bassin le 19 juin 2001, la Direction Régionale de l'Environnement de la Lorraine (DIREN) a repris ces grandes orientations.

Deux objectifs principaux sont visés :

- Assurer la sécurité des biens et des personnes et interdire les constructions nouvelles dans les zones les plus exposées
- Préserver les capacités d'écoulement et les champs d'expansion des crues en limitant l'urbanisation et en y interdisant l'implantation de tout endiguement ou remblai pour permettre à ces zones de jouer leur rôle d'écrêtement naturel et de dissipation de l'énergie des crues

L'action prioritaire porte ainsi sur la limitation, voire l'interdiction des activités humaines en zones inondables, dans l'objectif de minimiser les risques en recherchant parallèlement l'amélioration des techniques de prévention et celle de l'organisation des systèmes d'alerte et de secours.

2. LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR) ont été institués par la loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Cette loi a permis de compléter la loi du 2 juillet 1987 portant sur l'organisation de la sécurité civile et la prévention des risques majeurs.

Les éléments constitutifs et la procédure d'élaboration et de modification des PPR sont définis par le décret d'application n° 95-1089 du 05 octobre 1995.

Dans ce contexte, les PPR ont été appelés à remplacer les anciens outils de prises en compte des risques naturels qui étaient avant 1995 :

- Les plans d'expositions aux risques naturels prévisibles (PER), institués par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,
- Les plans de surfaces submersibles (PSS) établis en application des articles 48 à 54 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,
- Les périmètres de risque institués en application de l'article R111-3 du code de l'urbanisme.

Depuis la loi du 2 février 1995, les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles constituent l'outil privilégié de mise en œuvre des actions de prévention des risques naturels (inondations, mouvements de terrains, avalanches, incendies de forêts, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes et cyclones).

Les PPR approuvés par le Préfet constituent une servitude d'utilité publique : ils orientent à ce titre l'urbanisme et la construction dans les espaces exposés directement ou indirectement à un risque naturel.

La présente procédure concerne le risque naturel prévisible "INONDATION", et vise à aboutir à un Plan de Prévention des Risques d'inondations (PPRi).

3. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION D'UN PPRI SUR LES COMMUNES RIVERAINES DE LA MOSELLE

3.1. PLUSIEURS FORTES CRUES HISTORIQUES

Lors de la dernière décennie, plusieurs fortes crues ont montré la vulnérabilité des communes riveraines de la Moselle vis à vis de l'aléa inondation ; ce sont notamment les crues d'avril 1983, février 1990 et janvier 1995 sans parler de la crue plus lointaine de décembre 1947 qui est encore gravée dans les mémoires.

3.2. UN CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE PARTICULIER

La Moselle jusqu'à GOLBEY, peut être assimilée au cours montagneux de la rivière se distinguant de la partie située plus en aval où elle se présente comme une rivière de plaine avec des champs majeurs d'inondation importants.

Lors de pluies exceptionnelles (perturbation océanique dans le flux d'ouest à sud-ouest) survenant sur la massif vosgien à la suite d'une période de précipitations soutenues ayant au préalable saturé les sols, la Moselle, entre en général en crue.

Ces crues sont néanmoins influencées par un certain nombre de variables secondaires qui peuvent faire la différence entre une crue "normale" et une grande crue :

- La fonte des neiges : épaisseur du manteau neigeux avant la crue, température à 1000 m ou épaisseur résiduelle de la neige en fin de crue. On note que toutes les crues historiques d'hiver sont dues à des perturbations météorologiques majeures, accompagnées de vent et de tempête et d'un fort réchauffement
- Le degré de concomitance des crues de principaux affluents (Moselotte, Vologne)

En ce cas, le débit de pointe peut être très élevé et exceptionnel en certains endroits (crue de février 1990 à EPINAL)

A noter que ces crues de hautes eaux à caractère pluvial atteignent en général un stade qualifié de "crue lente", et que le stade de "crue rapide", où toute l'eau de pluie afflue intégralement en surface jusqu'à la rivière en crue, n'existe pas dans les Vosges.

3.3. DES ENJEUX HUMAINS ET ECONOMIQUES

La crue de décembre 1947 a démontré l'ampleur potentielle des crues de la Moselle avec des submersions dans les rues d'Epinal pouvant atteindre 1,80 m de hauteur.

3.4. **LES OBJECTIFS DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHIN -MEUSE EN MATIERE DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse, adopté le 2 juillet 1996 et approuvé le 15 novembre 1996 par le Préfet Coordonnateur de Bassin, émet le constat que les conséquences catastrophiques des récentes inondations résultent de la mauvaise maîtrise de l'urbanisation en zones inondables mais également de leur remblaiement, de l'imperméabilisation des surfaces, de la modification des pratiques agricoles ainsi que de l'absence d'entretien des cours d'eau.

L'objectif de limitation des risques dus aux inondations par des mesures préventives a donc été retenu par le SDAGE, avec notamment comme mesures d'applications :

- La cartographie des crues historiques,
- La réalisation d'atlas de zones inondables ,
- La mise en place de PPRI,
- L'amélioration de l'efficacité des systèmes d'annonce de crues,
- La réalisation d'aménagements de protection des sites déjà urbanisés, dans le cadre de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992.

En l'absence de PPR fixant les limites des zones d'expansion des crues, l'article D.5.1 du SDAGE prévoit que « les zones inondables naturelles, résiduelles et de fréquence centennale sont préservées de tout remblaiement, de tout endiguement et de toute urbanisation ».

La Doctrine d'élaboration des PPRI de la DIREN rappelle que cette mesure « vise à éviter que l'aménagement d'une vallée ne conduise, par la suppression d'une partie importante de ses zones d'expansion des crues :

- A l'accélération et à l'aggravation des caractéristiques, en débit et cotes, des écoulements en aval,
- A l'aggravation des conditions d'écoulement en crue en amont immédiat de ces zones lorsqu'elles sont endiguées ou remblayées alors qu'elles contribuaient à l'écoulement dynamique des crues,
- A l'exposition éventuelle de nouveaux biens et personnes au risque d'inondation dans les zones concernées ».

Ces différents paramètres ont conduit M. le Préfet des Vosges à prescrire l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur les communes riveraines de la Moselle.

PPRI - PROCEDURE D'ELABORATION

ELABORATION DU PPRI : UNE DEMARCHE SIMPLE ET CONCERTEE

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation est une **procédure concertée entre l'Etat, représenté par le service instructeur (DDE) et les communes concernées** afin de définir dans les meilleures conditions les mesures pérennes et efficaces de l'aménagement des zones inondables.

Un Plan de Prévention des Risques d'Inondation suit les différentes étapes suivantes :

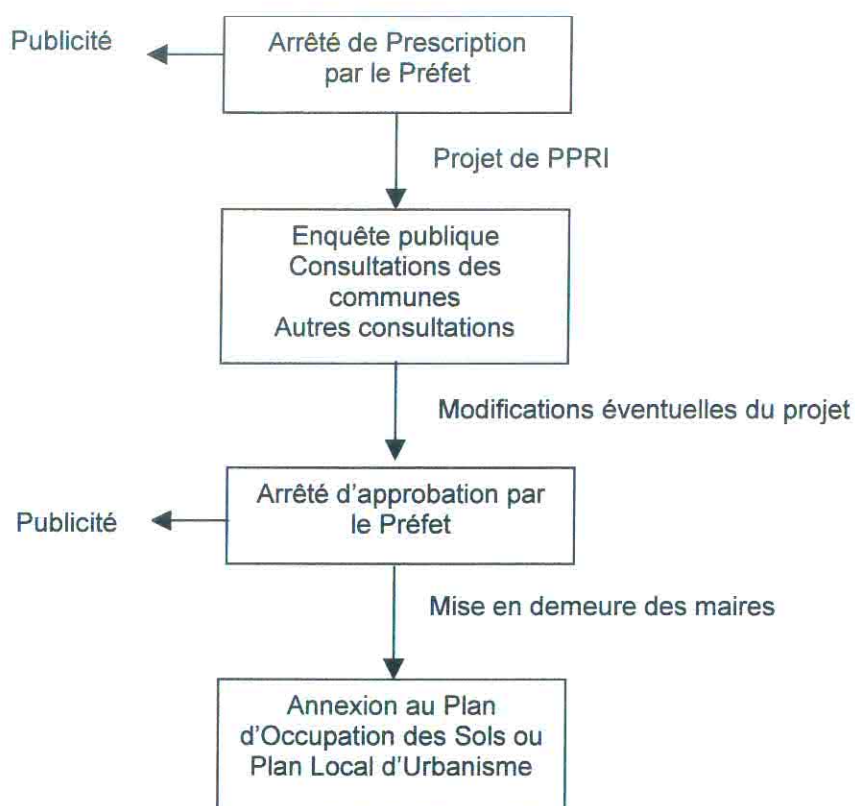
- 1^{ère} étape : arrêté préfectoral de prescription,
- 2^{ème} étape : élaboration du projet de PPRI :
 - réalisation des cartes d'aléas et analyse des enjeux puis validation par les collectivités,
 - proposition de projet de zonage et de règlement,
 - constitution du dossier d'enquête publique,
- 3^{ème} étape : enquête publique et consultation des communes,
- 4^{ème} étape : modification éventuelle du projet de PPRI,
- 5^{ème} étape : approbation du PPRI par le préfet,
- 6^{ème} étape : annexion du PPRI aux Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme des communes après mise en demeure des maires.

L'élaboration du PPRI s'appuie sur une démarche de concertation de manière à partager les connaissances, favoriser l'émergence d'une culture commune du risque et élaborer en commun un document réussi et applicable.

Il est à noter que le Plan de Prévention des Risques d'Inondation est révisable à tout moment et qu'une application anticipée de certaines prescriptions est possible : lorsqu'un PPRI est en cours d'élaboration, et que l'urgence le justifie, le Préfet peut, après consultation des maires concernés, rendre immédiatement opposables certaines dispositions par arrêté préfectoral. Les maires concernés disposent d'un délai d'un mois pour faire part de leurs observations. Ces dispositions cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de 3 ans.

PPRI DE LA MOSELLE CENTRE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE DINOZE, EPINAL, GOLBEY
NOTE DE PRESENTATION

La procédure d'élaboration du PPRI est synthétisée dans le graphique suivant :



DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRI – ELABORATION DE CES DOCUMENTS

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRI

Le PPRI est un document qui délimite les zones exposées aux risques d'inondations en y prescrivant des mesures d'interdiction ou des mesures de prévention à mettre en œuvre par les particuliers et les collectivités. Le PPRI peut non seulement réglementer les occupations et utilisations des sols à venir, mais également imposer des mesures aux constructions, ouvrages, biens et activités existant antérieurement à son approbation.

Le PPRI comprend :

- Une note de présentation, qui indique le secteur géographique concerné, la nature des risques pris en compte et leurs conséquences, suivant l'état des connaissances,
- Des documents graphiques : cartes des crues historiques, cartes d'aléas hydrauliques, cartes d'enjeux, plans de zonage qui divisent le territoire concerné des différentes communes suivant le risque d'inondation (résultant du croisement de l'aléa et des enjeux),
- Un règlement, qui détermine les mesures d'interdiction et de prévention qui s'appliquent dans les différentes zones à risque tant pour les occupations des sols futures que pour l'existant.

5. ELABORATION DES PLANS DE ZONAGE

Les plans de zonage seront élaborés en croisant les cartes d'aléas avec les cartes d'enjeux de manière à définir les zones où il existe un risque fort pour les biens et les personnes, les zones d'expansion des crues à préserver et les zones où l'urbanisation sera possible sous certaines conditions. A chaque zone, correspond un règlement avec des prescriptions spécifiques.

5.1. CARTOGRAPHIE DE L'ALEA INONDATION

5.1.1. DESCRIPTION GENERALE DE L'ALEA INONDATION

L'aléa inondation représente le phénomène naturel engendré par une crue. Il est décrit par des grandeurs physiques : niveau d'eau, débit, vitesse d'écoulement, durée de submersion.

Pour sa probabilité d'occurrence (période de retour), il est représenté par une cartographie synthétisant les éléments suivants :

- Etendue de la zone inondable,
- Cote du niveau d'eau.

La probabilité d'occurrence retenue pour l'élaboration d'un PPRI est la crue centennale ou la plus forte crue historique si elle est d'une intensité supérieure à la crue centennale.

La probabilité d'occurrence est exprimée usuellement en période de retour : une **crue centennale** a une probabilité d'occurrence de 1/100 chaque année (autrement dit cet événement a « 1 chance sur 100 » de se produire chaque année), une crue décennale a une probabilité d'occurrence de 1/10 chaque année. Une crue centennale peut ainsi statistiquement se produire plusieurs fois par siècle.

5.1.2. DONNEES DE BASE DE LA CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDABLES DE LA MOSELLE

5.1.3. UNE NOUVELLE ETUDE

Dans le cadre de la réalisation des Atlas des Zones Inondables (AZI) préconisée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse (SDAGE Rhin-Meuse) la Moselle a fait partie des priorités pour la région Lorraine. Cette rivière traverse des secteurs fortement urbanisés et industrialisés dont l'inondation en cas de crues présente de forts enjeux socio-économiques.

PPRI DE LA MOSELLE CENTRE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE DINOZE, EPINAL, GOLBEY
NOTE DE PRESENTATION

La réalisation de l'AZI de la Moselle a été confiée en 1999 au bureau d'études SOGREAH de Grenoble.

L'étude correspondante terminée en 2001 a été réalisée entre SAINT-MAURICE-SUR-MOSELLE et APACH (Moselle). Il s'agit d'une étude très complexe en regard du linéaire de la rivière (environ 250 km de sa source jusqu'à la frontière luxembourgeoise) et de l'importance de son bassin versant.

Elle s'appuie sur les débits de crues qui, à certains endroits, sont suivis depuis plus de cent ans.

Cette étude prend en compte la situation actuelle (urbanisme, configuration de la Moselle) et met à jour les études antérieures, en particulier celles liées à la crue mémorable de 1947. On y trouve des photographies, levés topographiques des niveaux atteints, synthèses hydrologiques des niveaux atteints, synthèses hydrologiques et hydrauliques qui jusqu'alors n'avaient pas été valorisés.

La rivière traverse des secteurs fortement urbanisés et industrialisés comme EPINAL dont l'inondation en cas de crue présente de forts enjeux socio-économiques.

5.1.4. DEMARCHE DE L'ETUDE

L'étude hydraulique consiste à déterminer les conditions d'écoulement au moyen de techniques numériques de modélisation.

Un modèle numérique est constitué de points associés à des profils en travers du lit de la rivière (lit principal) et du lit majeur (lit de débordement)

Pour un événement de crue donné, le modèle numérique (ou modèle mathématique) calcule à chaque instant les niveaux, les débits et les vitesses en chacun des points du calcul.

Les niveaux ainsi calculés sont ensuite repris pour la cartographie des zones inondables.

Avant d'exploiter les résultats, un "réglage" est réalisé afin d'ajuster certains paramètres utilisés avec les observations de terrain.

NOTE DE PRESENTATION**5.1.4.1. TYPE DE MODELISATION**

L'outil utilisé pour la modélisation et le calcul est le logiciel CARIMA conçu et développé par la société SOGREAH. Le calage du modèle a été réalisé en prenant en compte les crues de décembre 1982, avril 1983 et février 1990.

5.1.5. CARACTERISTIQUES DES CRUES

Les débits caractéristiques des crues font l'objet de l'étude hydrologique réalisée par SOGREAH qui s'appuie sur les données issues des stations hydrométriques où les hauteurs d'eau sont relevées.

Ces données ont été exploitées par le modèle hydrologique (SPEED) qui calcule le débit de pointe des crues par rapport aux pluies journalières mesurées sur le bassin concerné et qui estime avec un intervalle de confiance satisfaisant, les valeurs de débits des crues pour un temps de retour donné.

Les points clés de relevés de niveaux de la Moselle ayant servi à l'étude (pour DINOZE-EPINAL-GOLBEY) sont :

Echelle ou station hydrométrique DIREN	PK (en km/frontière luxembourgeoise)	Superficie du bassin versant
Remiremont (Pont le Prieur)	272,2	
Epinal (Pont Patch) –DIREN–	242,4	1220 km ²
Epinal (Pont Sadi Carnot)	240,5	
Epinal (Pont de la République)	240,1	

L'exploitation des données aux échelles de crue permet de calculer les débits des plus fortes crues récentes à EPINAL, ainsi que de déterminer leurs temps de retour :

Date	Débit	Temps de retour
Décembre 1982	525 m ³ /s	5 ans
Avril 1983	715 m ³ /s	20 ans
Octobre 1986	547 m ³ /s	5 ans
Février 1990	805 m ³ /s	50 ans
Janvier 1995	700 m ³ /s	20 ans

Le calage du modèle sur ces crues historiques permet de simuler les débits des diverses crues caractéristiques dont celui de la crue centennale (Q100) qui est la crue de référence qui doit être prise en considération pour l'élaboration des Plans de

PPRI DE LA MOSELLE CENTRE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE DINOZE, EPINAL, GOLBEY
NOTE DE PRESENTATION

Prévention du Risque d'inondation (PPRI) conformément aux directives gouvernementales et au SDAGE Rhin-Meuse.

TEMPS DE RETOUR	Q2	Q10	Q100
Epinal	330 m ³ /s	580 m ³ /s	900 m ³ /s

Pour la Moselle dans la région d'Epinal, la crue centennale correspond à une crue qui aurait un débit équivalent à celui de la crue de 1947 dans la configuration actuelle de la vallée.

5.2. CARTOGRAPHIE DES ENJEUX

Trois classes d'enjeux ont été définies :

5.2.1. ZONE URBANISEE DENSE

Cette classe concerne les secteurs urbains denses où se mêlent de l'habitat, des commerces, des artisans, des PMI-PME, etc, et où le coût surfacique des dommages engendrés par les inondations est très élevé. Y sont distingués :

- W – Administrations, banques, bureaux
- N – Hôtels, restaurants, débits de boissons, hébergement
- M – Centres commerciaux
- L – Salles de spectacles, d'auditions, de conférence
- R - Etablissements d'enseignement
- S – Bibliothèques
- V – Lieux de culte
- Y – Musées
- PS – Parcs de stationnement sous-terrain
- I - Industries

5.2.1.1. ZONE D'HABITATION PAVILLONNAIRE

Cette classe comprend les lotissements et se limite, dans la zone du PPR d'Epinal-Golbey-Dinozé, aux pavillons qui se situent dans la zone de la Gosse dans la commune de Golbey.

Cette classe comprend les lotissements et se limite, dans la zone du PPR d'Epinal-Golbey-Dinozé, aux pavillons qui se situent dans le zone de la Gosse dans la commune de Golbey.

5.2.1.2. ZONE HORS TISSU URBAIN

Cette classe se limite à une habitation et à une ancienne ferme situées dans la partie amont de la commune d'Epinal.

5.3. PLANS DE ZONAGE

Les plans de zonage comprennent trois types de zones :

- Zone « **rouge** » :

Il s'agit de secteurs naturels ou urbains, sans considération de la hauteur d'eau, qui sont nécessaires à l'écoulement et au stockage des crues : les crues exceptionnelles peuvent y être redoutables notamment, dans le lit mineur de la rivière, en raison des hauteurs d'eau atteinte.

La zone "rouge" est, sauf exception, INCONSTRUCTIBLE.

- Zones "**orange**" et "**bleue**"

Elles correspondent aux secteurs de centres urbains touchés par les crues tels que définis par la circulaire du 24 avril 1996 qui a retenu les critères d'ancienneté du bâti, de continuité du bâti, de mixité des fonctions et d'emprise au sol significative. Elle concerne les secteurs de développement économique touchés par la rivière.

Avec pour souci principal de réduire la vulnérabilité, les zones "**orange**" et "**bleue**" sont délimitées en fonction de l'importance de l'aléa :

Zone "orange": centres urbains existants concernés par des hauteurs d'eau supérieures à 1 mètre pour la crue de référence. Seule, la reconstruction de bâtiments détruits par un sinistre autre qu'une inondation y est autorisée ainsi que des extensions limitées, sous certaines conditions, de bâtiments existants.

Zone "bleue" : centres urbains existants concernés par des hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre pour la crue de référence ; les constructions nouvelles y sont autorisées avec des prescriptions de nature à diminuer la vulnérabilité.

La réglementation s'appliquant dans chacune des zones est précisée dans le règlement du PPRI.

PPRI - CONSEQUENCES

6. EFFETS DU PPRI

6.1. GENERALITES

Le PPRI vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes concernées, conformément à l'article L126.1 du code de l'urbanisme.

Tout dossier soumis à instruction (permis de construire, aménagements et travaux divers, etc.) relatif à des travaux, aménagements, installations ou constructions dans le périmètre inondable défini par le PPRI, devra être accompagné des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet au règlement du PPRI. Le PPRI est opposable à toute personne publique ou privée dès achèvement de la dernière mesure de publicité de l'acte ayant approuvé le PPRI.

Afin d'assurer la compatibilité entre les dispositions du PLU et celles du PPRI, il convient, si nécessaire, de modifier ou réviser le PLU approuvé. Lorsque le PLU est en cours d'élaboration ou de révision, l'Etat informera la commune des contraintes apportées par le PPRI dans le cadre du « porter à connaissance » afin qu'elles soient prises en compte.

6.2. CONSEQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITES

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la publication du PPRI continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPRI conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de « catastrophe naturelle » soit constaté par arrêté interministériel.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par le PPRI ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou de l'exploitation prescrites est répréhensible. En application de l'article 40.5 de la loi du 22 juillet 1987, les infractions aux dispositions du PPRI sont constatées par les fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilitées. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du code de l'urbanisme.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES VOSGES

Dinozé, Epinal et Golbey

PPRi

Direction
Départementale
de l'Équipement (DDE)
des Vosges



Service de l'Urbanisme et de
l'Habitat (SUH)
Bureau Planification de la
Prévention des Risques (PPR)

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

-Inondations-

POUR LA RIVIERE LA MOSELLE



MARS 2007

88 026 EPINAL CEDEX

téléphone : 03 29 69 12 12

télécopie : 03 29 69 13 12

mél : dde-vosges@equipement.gouv.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
TITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1 – DISPOSITIONS LEGALES	
ARTICLE 2 – PRINCIPES GENERAUX DE DELIMITATION DU ZONAGE	5
2.1. EVENEMENT DE REFERENCE	
2.2. CLASSIFICATION DES ALEAS	6
2.3. ZONAGE REGLEMENTAIRE	
ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION	7
ARTICLE 4 – EFFETS DU PPRi	
4.1 - GENERALITES	
4.2 - CONSEQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITES	8
4.3 – DISPOSITIONS RELATIVES AU LIBRE ECOULEMENT DES EAUX ET A LA CONSERVATION DES CHAMPS D'EXPANSION DES CRUES	
ARTICLE 5 – USINES HYDROELECTRIQUES ET AUTRES INSTALLATIONS	
TITRE 2 - REGLEMENTATION DES PROJETS	9
CHAPITRE 2.1 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE	
ARTICLE 1 – SONT INTERDITS :	
ARTICLE 2 – SONT AUTORISES SOUS RESERVE :	10
2.1 – POUR LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS	11
2.2 - POUR LES BIENS ET ACTIVITES FUTURS	12
2.3 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES POUR LE PORT D'EPINAL, LE COURS ET LE CHAMP DE MARS	
ARTICLE 3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :	13
3.1. CONDITIONS D'APPLICATION :	
3.2. MESURES OBLIGATOIRES	
3.3. MESURES RECOMMANDEES	14
ARTICLE 4 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX COLLECTIFS :	15
4.1. RESEAUX ELECTRIQUES :	
4.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :	
4.3. RESEAUX DE GAZ :	
4.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :	
4.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :	
4.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :	
4.7. STATION D'EPURATION :	

CHAPITRE 2.2 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ORANGE ET BLEUE	16
ARTICLE 1 – SONT INTERDITS :	
ARTICLE 2 – SONT AUTORISES:	17
ARTICLE 3 – SONT AUTORISES SANS RESERVE :	19
ARTICLE 4 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :	
4.1. CONDITIONS D'APPLICATION :	
4.2. MESURES OBLIGATOIRES	20
4.3. MESURES RECOMMANDEES	
ARTICLE 5 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX COLLECTIFS :	21
5.1. RESEAUX ELECTRIQUES :	
5.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :	
5.3. RESEAUX DE GAZ :	
5.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :	22
5.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :	
5.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :	
5.7. STATION D'EPURATION :	
TITRE 3 – REVISION DU PPRI	23
TITRE 4 – MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE	24
CHAPITRE 4.1 – INFORMATION PREVENTIVE	
ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION	
ARTICLE 2 – LE ROLE DU PREFET :	
ARTICLE 3 – LE ROLE DU MAIRE	25
3.1. LE DICRIM	
3.2. LES DISPOSITIONS D'AFFICHAGE	
3.3. INFORMATION DE LA POPULATION	
3.4. LA PREVISION DES CRUES ET LES REPERES DE CRUES	26
3.5. L'INFORMATION DES ACQUEREURS OU LOCATAIRES	
CHAPITRE 4.2 – LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE DIT PCS	27
GLOSSAIRE	28

TITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – DISPOSITIONS LEGALES

La loi n° 95-101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de la nature a institué les Plans de Prévention des Risques dit PPR, prescrits et élaborés par l'Etat (conformément au Code de l'Environnement).

La circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables a défini notamment les objectifs suivants :

- ***" interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables ;***
- ***préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval ;***
- ***sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère naturel des vallées concernées. "***

Ces objectifs conduisent à appliquer trois grands principes :

- le premier principe conduit, à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, à interdire toute construction nouvelle et à saisir toutes les opportunités pour diminuer le nombre de constructions exposées. Dans les zones où les aléas sont moins importants, à réduire la vulnérabilité des constructions qui pourraient être autorisées. D'une façon générale, à inciter les autorités locales et les particuliers à prendre les mesures adaptées pour protéger les habitations existantes ;
- le second principe amène à contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues,
- le troisième principe consiste à éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

Ces principes se traduisent de la manière suivante :

- les secteurs peu ou pas urbanisés doivent être totalement préservés. Il en résulte que seules les activités compatibles avec l'inondation peuvent y être autorisées ;
- les espaces déjà urbanisés ne devront plus s'étendre en zone inondable ni se densifier dans les secteurs les plus dangereux. La priorité doit être accordée à la protection des lieux habités et à la diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens.

En application de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlements d'urbanisme et règlements de construction, etc...).

On trouvera en annexe les extraits de certains textes régissant les Plans de Prévention des Risques dit PPR.

Article 2 – PRINCIPES GENERAUX DE DELIMITATION DU ZONAGE

Les principes généraux de délimitation du zonage résultent de la recherche d'un compromis opérationnel tenant compte des activités existantes et permettant leur développement sous une double condition :

- que la durabilité des activités ne doit pas être remise en cause par l'aléa inondation,
- que les activités en amont ou en aval n'aggravent pas les crues.

Le zonage réglementaire s'appuie essentiellement sur la **prise en compte** :

- des **zones d'aléas les plus forts**, pour des raisons évidentes liées à la sécurité des personnes et des biens,
- des **zones d'expansion des crues à préserver**, essentielles pour une gestion globale des cours d'eau assurant une solidarité des communes amont-aval,
- des espaces urbanisés, et notamment des **centres urbains**, pour tenir compte de leurs contraintes spécifiques,

2.1. EVENEMENT DE REFERENCE

Pour la Moselle dans la région d'Epinal, le phénomène de référence retenu est celui de la crue centennale correspond à une crue qui aurait un débit équivalent à celui de la crue de 1947 (débit à Epinal de 900m³/s) dans la configuration actuelle de la vallée.

2.2. CLASSIFICATION DES ALEAS

Conformément aux directives ministérielles, la classification de l'aléa s'appuie sur les hauteurs d'eau atteintes lors de la crue de référence et les vitesses estimées suivant que l'on se trouve dans le lit mineur, en bordure de celui-ci, ou dans une zone de débordement du lit majeur :

	0<H<0,5 m	0,5<H<1 m	1<H<2 m	H>2 m
Zone de stockage (vitesse faible)	aléa faible	aléa moyen	aléa fort	aléa très fort
Zone d'écoulement (vitesse moyenne)	moyen	moyen	fort	très fort
Zone de grand écoulement (vitesse forte)	fort	fort	très fort	très fort

NB : on retient généralement une appréciation qualitative des vitesses et lorsque l'on dispose de données quantitatives, on considère que la vitesse est faible en dessous de 0,2 m/s, moyenne de 0,2 à 0,5 m/s et forte au-delà.

2.3. ZONAGE REGLEMENTAIRE.

Le croisement sur une même carte des aléas avec les enjeux (comprenant les zones d'expansion de crues, les espaces urbanisés, les établissements recevant du public, les équipements sensibles, les établissements industriels et commerciaux, les voies de circulation et les zones qui pourraient offrir des possibilités d'aménagement) permet d'établir une carte du risque sur laquelle va s'appuyer le zonage réglementaire.

Enjeux Aléas	Centres urbains fortement urbanisés existants	Zones industrielles et commerciales existantes	Zones d'extension d'agglomération existantes	Zones d'expansion de crues à préserver	Autres zones
Aléa fort	zone orange	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge
Aléa moyen	zone bleue	zone bleue	zone bleue	zone rouge	zone rouge
Aléa faible	zone bleue	zone bleue	zone bleue	zone rouge	zone rouge

Zone rouge : zone d'interdiction en raison des contraintes croisées d'aléa et d'enjeux. On notera que la préservation des champs d'expansion des crues étant un enjeu majeur (permettant de ne pas aggraver la crue en amont ou en aval), la zone sera classée en zone rouge même en présence d'un aléa faible (hauteur de crue faible).

Zone orange : zone d'autorisation en centre urbain fortement urbanisé avec prescriptions spécifiques ; la hauteur d'eau atteinte par une crue centennale y sera supérieure au mètre.

Zone bleue : zone d'autorisation avec prescriptions spécifiques.

Article 3 – CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique aux communes de :

1. Dinozé,
2. Epinal,
3. Golbey.

Il détermine les mesures d'interdiction et de prévention à mettre en œuvre contre les inondations de la Moselle, seul risque pris en compte dans ce document.

Article 4 – EFFETS DU PPRI

4.1. GENERALITES

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupation du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le Code de l'Urbanisme ou par le Code de l'Environnement (en particulier de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau). Aux règles propres du PPRI s'ajoutent les prescriptions des autres législations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Il appartient au Préfet de veiller à la réalisation effective des mesures obligatoires. A défaut, il peut mettre en demeure le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur, de les exécuter. Si la mise en demeure reste sans effet, il peut ordonner leur réalisation au frais du responsable.

Le PPRI définit des mesures qui ont valeur de règles de construction au titre du Code de la Construction et de l'Habitation conformément à l'article R126-1 dudit Code, et le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire. Les professionnels chargés de réaliser les projets sont responsables des études et des dispositions qui relèvent du Code de la Construction.

Le PPRI vaut servitude d'utilité publique opposable à toute personne publique ou privée. A ce titre, il devra être annexé aux documents d'urbanisme en vigueur sur les communes concernées, notamment au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ou au Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) suivant le cas, conformément à l'article R 126-1 du Code de l'Urbanisme. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans un délai de 3 mois, le représentant de l'Etat y procède d'office conformément à l'article du Code de l'Urbanisme précité.

4.2. CONSEQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITES

Les biens et activités existants et autorisés antérieurement à la publication du PPRI continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82.600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPRI conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de « catastrophe naturelle » soit constaté par arrêté ministériel.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par le PPRI approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par le PPRI est puni de peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme. Les infractions sont constatées par des agents assermentés (article 40-5 de la loi 87-565 du 22 juillet 87). Dans ce cas l'assuré ne pourra pas bénéficier de la réparation des dommages matériels occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel même si l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté ministériel.

4.3. DISPOSITIONS RELATIVES AU LIBRE ECOULEMENT DES EAUX ET A LA CONSERVATION DES CHAMPS D'EXPANSION DES CRUES.

Le présent règlement détermine les dispositions à prendre pour éviter de faire obstacle à l'écoulement des eaux et de restreindre, d'une manière nuisible, les champs d'expansion des crues.

Article 5 – USINES HYDROELECTRIQUES ET AUTRES INSTALLATIONS.

Les **risques** que peuvent constituer les usines hydroélectriques et les ouvrages s'y rapportant en cas de dysfonctionnement **ne sont pas pris en compte dans le PPRI.**

Il en est de même pour tout autre type de réalisation, faisant l'objet d'un arrêté particulier pris au titre des réglementations en vigueur.

Les mesures sécuritaires relatives à ces installations figurent dans les arrêtés les autorisant.

TITRE 2

REGLEMENTATION DES PROJETS

Les Plans de Prévention des Risques (PPR) peuvent fixer des règles particulières de construction, d'aménagement et d'exploitation conformément à l'article R 126-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

CHAPITRE 2.1. - DISPOSITIONS APPLICABLES EN **ZONE ROUGE**

La **zone rouge** est ici composée de zones non bâties, de quelques zones comportant des constructions isolées en bord de rivière, de zones urbaines aménagées en jardins et de canaux, quelle que soit la hauteur d'eau atteinte par la crue de référence, de quelques centimètres à plus d'un mètre.

La préservation de ces zones est primordiale pour permettre un stockage de la crue et ne pas aggraver les inondations en aval mais aussi en amont.

C'est une **zone dite zone d'interdiction**, dans laquelle **les constructions nouvelles sont interdites et le développement strictement contrôlé**.

Les règles de construction définies dans le présent PPRi sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage qui s'engage à les respecter lors du dépôt de demande de permis de construire, et des professionnels (maîtres d'œuvre) chargés de réaliser les projets.

Aucun ouvrage, construction, dépôts de matières encombrantes, clôture, plantation, (les digues et remblais étant interdits en zone rouge) ne pourra être établi sans qu'une déclaration n'ait été préalablement faite à l'administration par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception et l'Etat a la faculté d'interdire l'exécution des travaux ou d'ordonner les modifications nécessaires pour assurer le libre écoulement des eaux ou la conservation des champs d'inondation (loi 87-565 du 22 juillet 1987, art. 43, 5-1 § 3 et 4).

Article 1 – SONT INTERDITS :

D'une manière générale, dans ces zones, de façon à assurer la sécurité des populations et à ne pas modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues, **sont interdits :**

- toutes constructions nouvelles,
- la création et l'aménagement d'établissements ou d'activités ayant vocation à héberger à titre temporaire ou permanent des personnes dont l'évacuation en cas de crue soulèverait des difficultés particulières en raison de l'absence d'autonomie de déplacement des personnes concernées

(personnes à mobilité réduite, personnes âgées, jeunes enfants, malades ou handicapés, etc...), notamment les hôpitaux, les maisons de retraite, les centres d'accueil de personnes à mobilité réduites, les crèches et halte-garderie, les écoles maternelles, etc...

- la création et l'aménagement de centres opérationnels concourant à l'organisation des secours et à la gestion de la crise (hôpitaux, services d'incendie et de secours, centraux téléphoniques, etc...),
- les activités de production, de transformation ou de vente de produits dangereux pour l'hygiène et la sécurité publique, notamment ceux pouvant présenter un risque vis-à-vis de l'eau,
- les activités industrielles ou commerciales avec un risque de perte d'exploitation important en cas de crue,
- les reconstructions d'un bâtiment détruit par une inondation ou détruit volontairement,
- les changements de destination visant à créer un logement,
- la création ou l'aménagement de sous-sol,
- les dépôts et stockages de matériels flottants, polluants ou dangereux, ...
- les aménagements susceptibles de modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues comme les digues, les remblais, etc...
- les clôtures pleines faisant obstacles à l'écoulement des eaux,
- les plantations forestières,
- la création de terrains de camping-caravaning ou d'habitations légères de loisirs,
- les aires d'accueil pour les gens du voyage,
- le stationnement de caravanes non arrimées sur les propriétés privées dans la période du 15 novembre au 30 avril,
- le stationnement de caravanes sur le domaine public dans la même période.

Article 2 – SONT AUTORISES SOUS RESERVE :

- de ne pas aggraver les risques et de ne pas en créer de nouveaux,
- de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés,
- de préserver le libre écoulement des eaux et les zones d'expansion des crues,

2.1. POUR LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS :

- les travaux d'entretien et de gestion courants notamment les aménagements internes, les traitements de façades et de réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux ou conduisent à une augmentation de la population « exposée »,
- d'une façon générale, les travaux et aménagements du bâti et de ses accès permettant de réduire le risque,
- la surélévation des constructions existantes à condition de réduire la vulnérabilité (création d'une ouverture au-dessus de la cote de référence accessible par les pompiers en cas de crue) et à condition de ne pas créer de logement supplémentaire,
- l'extension mesurée des constructions existantes par augmentation d'emprise au sol pourra être admise lorsque des motifs d'ordre technique rendent impossible la surélévation de l'existant et à condition d'en limiter la vulnérabilité. Les prescriptions particulières suivantes seront applicables :
 1. pour les activités artisanales, commerciales, industrielles, agricoles, de loisirs et de services, ne créant pas de logement, l'augmentation d'emprise au sol maximale ne pourra excéder 20 % (ou jusqu'à 50 m²) de l'emprise au sol du bâtiment à agrandir. L'extension s'entend au sens d'une extension unique ou d'extensions successives dont le cumul est apprécié en référence de l'emprise des installations à la date d'approbation au plan de prévention des risques,
 2. pour les bâtiments à usage d'habitation, l'extension sera limitée à 20 m². L'extension s'entend au sens d'une extension unique ou d'extensions successives dont le cumul est apprécié en référence à l'emprise des installations à la date d'approbation du plan de prévention des risques,
 3. dans les 2 cas, application des règles d'urbanisme et de construction applicables aux constructions neuves des zones **orange** et **bleue** page 17,
- la reconstruction des bâtiments détruits par un sinistre autre qu'une inondation sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens et sous condition de respecter les conditions suivantes :
 1. emprise inférieure ou égale,
 2. nombre de logements inférieur ou égal,
 3. application des règles d'urbanisme et de construction applicables aux constructions neuves des zones **orange** et **bleue** page 17,
- le changement d'affectation des locaux ou de destination des bâtiments, à condition de ne pas entraîner une augmentation du nombre de personnes exposées (création de logements nouveaux), de la vulnérabilité économique des biens ou des risques de nuisance en cas d'inondation.
- l'extension des constructions techniques de service public, lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales qui ne peuvent être déplacées pour des motifs d'ordre technique,

- les travaux d'affouillement et de réaménagement des plans d'eau existants et des anciennes gravières pour des motifs de remise en état des lieux et de mise en valeur écologique, paysagère ou touristique.

2.2 POUR LES BIENS ET ACTIVITES FUTURS :

- les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation **à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs.**
- les aménagements strictement nécessaires au maintien d'activités qui contribuent à la bonne gestion du territoire, spécialement les activités agricoles ou forestières, les terrains de sport ou les loisirs liés à l'eau dans la mesure ou **ces aménagements ne nuisent pas à l'écoulement ni au stockage des eaux et ne créent pas d'embâcles.**
- les équipements dont la fonction est liée à l'implantation, comme les postes d'écluses, les vannes, les équipements portuaires, etc...
- les travaux de voirie, d'infrastructures publiques et de réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les travaux annexes, qui ne peuvent pour des raisons techniques être construits hors zone à risques. On veillera à ce qu'un impact négatif sur la ligne d'eau créant une sur-inondabilité pénalisante ou coûteuse fasse l'objet des mesures compensatoires nécessaires.
- les alignements d'arbres de haute tige, espacés de plus de 4 mètres sous réserve :
 - d'un entretien régulier du tronc en dessous de la cote de référence,
 - que le sol entre les arbres reste bien dégagé (massifs bas seuls autorisés, pas de haies arbustives ou de containers).

2.3 DISPOSITIONS SPECIFIQUES POUR LE PORT D'EPINAL, LE COURS ET LE CHAMP DE MARS :

SONT AUTORISES :

- Les équipements directement liés à la voie d'eau et aux activités liées aux sites :
 - qu'il s'agisse d'équipements publics,
 - qu'ils soient d'emprise très réduite et soient transparents vis-à-vis de la circulation des eaux (sanitaires, petits édicules d'accueil du public, mobilier urbain, etc...
- Les manifestations temporaires démontables en un jour.

Article 3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :

3.1. CONDITIONS D'APPLICATION :

Dans un **délai de 5 ans** à compter de la publication du présent PPRi, et **dès la première indemnisation** ainsi que pour **tout remplacement et nouvel aménagement** les mesures de prévention prévues par ce PPRi concernant des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme avant l'approbation du plan devront être réalisées, dans la mesure où leur coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan sauf pour celles concernant le stockage de produits dangereux (cf. liste fixée par nomenclature des installations classées et règlement sanitaire départemental).

Dans le cas où le coût serait supérieur à 10 %, le propriétaire pourra ne mettre en œuvre que certaines de ces mesures de façon à rester dans la limite de 10 % définie ci-avant et choisies sous sa responsabilité selon un ordre de priorité visant en premier lieu à assurer la sécurité des personnes, et en second lieu à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

L'accord de l'autorité compétente fera l'objet d'une demande adressée au préfet des Vosges, deux mois avant toute intervention.

3.2. MESURES OBLIGATOIRES :

- suppression immédiate, sans tenir compte du délai de 5 ans, du stockage de produits dangereux ou polluants (hydrocarbures, engrais, désherbants, pesticides, etc.) en dessous de la cote de référence, quelle qu'en soit la quantité (hors citernes et cuves domestiques).
- toutes mesures et dispositifs visant à empêcher la dispersion d'objets ou de produits flottants volumineux.
- les citernes et cuves devront être suffisamment enterrées, lestées ou surélevées pour résister à la crue de référence. L'orifice de remplissage des cuves et les événements devront être situés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- arrimage des caravanes par des ancrages capables de résister à la crue de référence.

3.3. MESURES RECOMMANDEES :

Pour les réseaux collectifs existants, les mesures suivantes sont recommandées (en cas d'extension, de renforcement, de création ou d'entretien lourd, voir article 4) :

- réseaux électriques : positionner les postes moyennes et basses tension à un mètre au-dessus de la cote de référence et les rendre accessibles en cas d'inondation. Prévoir des groupes électrogènes de secours pour assurer l'alimentation des équipements sensibles.
- réseaux téléphoniques : positionner les coffrets de commande et d'alimentation au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou les rendre étanches.
- réseaux d'eau potable : positionner les équipements spéciaux (réservoirs, pompes, ouvrages de traitement, etc.) au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou les étanchéifier.
- réseaux d'assainissement : les équiper de clapets anti-retour aux points de rejet situés en dessous de la cote de référence.
- réseau pluvial : installation de clapets anti retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement. Procéder au verrouillage des tampons des regards en zone inondable.
- mise hors d'eau des réseaux sensibles à l'eau.

Pour les constructions et ouvrages, les mesures suivantes sont recommandées :

- utiliser des techniques et des matériaux résistants aux pressions et vitesses d'écoulement locales et à une période d'immersion de manière à réduire la vulnérabilité du bâti et de ses aménagements sous la cote de référence augmentée de 50 cm.
- équiper les réseaux électriques situés au-dessous de la cote de référence (sauf alimentation étanche de pompes submersibles) de dispositifs de mise hors circuit automatique ou les rétablir au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- réaliser les branchements et comptage au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.
- placer les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques, les brûleurs des chaudières, les appareils électroménagers, etc..., au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- munir les réseaux privatifs (eau, gaz, téléphone, électricité, eaux usées, autres tuyaux, etc...) de dispositifs destinés à éviter les remontées d'eau dans les constructions.

Article 4 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX COLLECTIFS :

Les créations, extensions et renforcement, ainsi que les réfections ou entretien lourd devront au minimum se conformer aux points suivants :

4.1. RESEAUX ELECTRIQUES :

Les postes moyennes et basses tensions devront être positionnés à 1 mètre au-dessus de la cote de référence et être accessibles en cas d'inondation.
Les lignes enterrées doivent être étanches.
Les branchements des habitants et le comptage seront réalisés au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.

4.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm tout le matériel sensible : armoires, lignes, centraux téléphoniques, etc...

4.3. RESEAUX DE GAZ :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm tout le matériel sensible : compteurs de distribution, postes et sous-stations, etc...

4.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm les ouvrages (captage et pompages) d'exploitation de la ressource, les ouvrages de stockage (réservoirs).
De plus, les dispositions prises et les produits choisis doivent assurer la pérennité des ouvrages (éviter les ruptures) et l'étanchéité parfaite (éviter la pollution).

4.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :

Les postes de relèvement ou de refoulement sont hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.
Les tampons des regards en zone inondable seront verrouillés.

4.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :

Installation de clapets anti-retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et de postes de refoulement. Verrouillage des tampons des regards. Conception intégrée de l'assainissement pluvial en milieu urbain

4.7. STATION D'EPURATION :

Les stations d'épuration ne doivent pas être implantées dans des zones inondables.

CHAPITRE 2.2. - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ORANGE ET BLEUE

La zone **bleue** est composée de zones déjà urbanisées avec un aléa moyen ou faible (hauteur d'eau lors d'une crue de référence inférieure à 1 mètre).

La zone **orange** est composée de zones en centre urbain dense où l'aléa est fort avec une **hauteur d'eau** lors d'une crue centennale **dépassant un mètre**.

Ce sont des zones dites **zones d'autorisation avec prescriptions spécifiques** de manière à ne pas empêcher le développement de la commune tout en assurant la sécurité des personnes et des biens.

Des constructions nouvelles peuvent y être autorisées sous réserve de respecter certaines condition de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation adaptées au risque.

Les règles de construction définies dans le présent PPRI sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage qui s'engage à les respecter lors du dépôt de demande de permis de construire, et des professionnels (maîtres d'œuvre) chargés de réaliser les projets.

Article 1 – SONT INTERDITS :

- la création et l'aménagement de logements sous la cote de référence, sauf ceux autorisés à titre dérogatoire à l'article 2 - § 3, p. 18,
- la création et l'aménagement de sous-sol, de parkings souterrains, sauf ceux autorisés dans les conditions de l'article 2 - § 2, p. 18,
- les remblais, sauf ceux autorisés à titre dérogatoire à l'article 2 - § 3, p. 18,
- la création et l'aménagement d'établissements ou d'activités ayant vocation à héberger à titre temporaire ou permanent des personnes dont l'évacuation en cas de crue soulèverait des difficultés particulières en raison de l'absence d'autonomie de déplacement des personnes concernées (personnes à mobilité réduite, personnes âgées, jeunes enfants, malades ou handicapés, etc...), notamment les hôpitaux, les maisons de retraite, les centres d'accueil de personnes à mobilité réduite, ainsi que, **lorsque la hauteur d'eau est supérieure à 0,50 m**, les crèches, haltes garderies et écoles maternelles,
- la création et l'aménagement de centres opérationnels concourant à l'organisation des secours et à la gestion de la crise (hôpitaux, services d'incendie et de secours, centraux téléphoniques, etc...),
- les activités de production, de transformation ou de vente de produits dangereux pour l'hygiène et la sécurité publique, notamment ceux pouvant présenter un risque vis-à-vis de l'eau,
- les dépôts et stockages de matériels et produits flottants volumineux, polluants ou dangereux,

- la reconstruction de tout édifice détruit par un sinistre dû à une inondation.

Article 2 – SONT AUTORISES :

1 - Sous réserve du respect des règles d'urbanisme et de construction suivantes :

➤ règles d'urbanisme :

1. le niveau du plancher fini le plus bas habitable ou destiné à recevoir une activité quelconque (commerciale, artisanale, tertiaire, culturelle, d'enseignement, agricole, etc...) sera situé à au-moins 30 cm au-dessus de la cote de référence ;

➤ règles de construction (article R 126-1 du code de la construction)

1. construction sur vide sanitaire accessible pour permettre son entretien, conçu de manière à réduire la rétention d'eau et ses conséquences (bonne ventilation pour faciliter l'assèchement, sol plan, légèrement incliné pour favoriser l'évacuation de l'eau, éviter tout rebord créant rétention d'eau au niveau des ouvertures, orifices de ventilation et d'accès situés du côté opposé au courant, etc...),
2. mettre en œuvre, pour les parties de construction jusqu'au plancher du premier niveau habitable des matériaux peu sensibles à l'eau et prévoir un dispositif permettant d'empêcher les remontées par capillarité,
3. mettre les équipements et réseaux sensibles à l'eau : chaudières, ballon d'eau chaude, tableau électrique, installation téléphonique, électroniques, micromécaniques, etc..., au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm,
4. concevoir le tableau de distribution électrique avec un dispositif de mise hors service automatique dans le niveau inondable, sans la couper dans les niveaux supérieurs ; les circuits situés sous la cote de référence seront munis d'organes de commande et de disjoncteurs différentiels à haute sensibilité,
5. les ouvrages et les matériels techniques notamment ceux liés aux canalisations, équipements et installations linéaires (câbles, lignes, transport d'énergie, de chaleur ou des produits chimiques, canalisation d'eau et assainissement, etc...) seront étanches et équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés à 50 cm au-dessus de la cote de référence,
6. installer des clapets anti-retour sur les réseaux assainissements et eaux usées,
7. empêcher la libération d'objets ou de produits dangereux, polluants ou flottants par lestage, arrimage, étanchéité, mise hors d'eau des cuves et citernes ; les citernes enterrées seront lestées et ancrées ; les citernes à l'air libre sont implantées au-dessus de la cote de référence ou amarrées à un massif en béton servant de lest. Les orifices non étanches et les événements sont situés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm,

2 - Sont autorisés :

- les constructions et opérations nouvelles,
- les crèches, haltes-garderies et écoles maternelles, lorsque la hauteur d'eau est inférieure à 0,50 m, à défaut de solutions alternatives d'implantation,
- les reconstructions de bâtiment (sauf en cas de démolition par une inondation),
- les parkings souterrains, sous réserve :
 - que les ouvertures (autre que l'entrée) se situent 0,50 m au-dessus de la cote de référence ;
 - que l'entrée se situe 0,50m au-dessus de la cote de référence ou qu'elle soit protégée, en cas de montée des eau, par un batardeau mobile présentant une garde de 0,50 m par rapport à la cote de la crue de référence. Dans ce deuxième cas, le dispositif de manœuvre du batardeau pourra être soit manuel, soit automatisé ; il devra comporter un dispositif d'alerte à destination des propriétaires ou gestionnaires du parking et il devra être aisément déclenchable en cas de nécessité ;
 - qu'ils soient dotés d'un cuvelage étanche.
- ainsi que, par mesures dérogatoires, les extensions de logement au même niveau que le plancher existant, en cas d'impossibilités techniques ou fonctionnelles de surélévation,
- les modifications de la destination des constructions existantes ne créant pas de nouveaux logements sous la cote de référence, sous réserve qu'une crue ne génère pas de perte d'exploitation importante et sous réserve que des mesures destinées à assurer la sécurité des biens et des personnes exposés soient prises en compte.

3 - Sont autorisés à titre dérogatoire :

- la construction ou l'aménagement de commerces au niveau du terrain naturel (ou avec un niveau supérieur au terrain naturel) dans les secteurs patrimoniaux du centre ville d'Epinal définis par un maillage « **rouge** » au plan de zonage de la commune,
- dans ces mêmes secteurs patrimoniaux : la création de logements duplex au niveau du terrain naturel (ou avec un niveau supérieur au terrain naturel) comportant un niveau habitable se situant au-dessus de la cote de référence,
- les remblais, dans les quartiers d'anciens faubourgs d'Epinal (rue d'Alsace et rue Christophe Denis),

Article 3 – SONT AUTORISES SANS RESERVE :

- les travaux d'entretien, de sécurité et de gestion courants des constructions et des installations existant antérieurement à la publication du PPRI,
- les travaux et équipements publics impossibles à construire hors zone à risque,
- les travaux, installations, aménagements ou constructions destinés à réduire le risque inondation et ses conséquences,
- les piscines dimensionnées pour résister aux sous-pressions et pressions hydrostatiques correspondant à la crue de référence et avec des unités de traitement installées au-dessus de la cote de référence,
- les ouvrages de franchissement des cours d'eau destinés aux piétons et aux deux-roues à condition de ne pas perturber l'écoulement des eaux,
- les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement, les terrains de jeux de sports ou de loisirs de toute nature, conçus au niveau du terrain naturel,
- les travaux d'entretien et de gestion courants des parcs, jardins et espaces verts.

Article 4 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :

4.1. CONDITIONS D'APPLICATION :

Dans un **délai de 5 ans** à compter de la publication du présent PPRI, et **dès la première indemnisation** ainsi que pour **tout remplacement et nouvel aménagement** les mesures de prévention prévues par ce PPRI concernant des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme avant l'approbation du plan devront être réalisées, dans la mesure où leur coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Dans le cas où le coût serait supérieur à 10 %, le propriétaire pourra ne mettre en œuvre que certaines de ces mesures de façon à rester dans la limite de 10 % définie ci-avant et choisies sous sa responsabilité selon un ordre de priorité visant en premier lieu à assurer la sécurité des personnes, et en second lieu à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

4.2. MESURES OBLIGATOIRES :

- suppression immédiate, sans tenir compte du délai de 5 ans, du stockage de produits dangereux ou polluants (hydrocarbures, engrais, désherbants, pesticides, etc.) en dessous de la cote de référence (hors citernes et cuves domestiques).
- toutes mesures et dispositifs visant à empêcher la dispersion d'objets ou de produits flottants volumineux.
- les citernes et cuves domestiques devront être suffisamment enterrées, lestées ou surélevées pour résister à la crue de référence. L'orifice de remplissage des cuves et les événements devront être situés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- arrimage des caravanes par des ancrages capables de résister à la crue de référence.

4.3. MESURES RECOMMANDEES :

Pour les réseaux collectifs existants, les mesures suivantes sont recommandées (en cas d'extension, de renforcement, de création ou d'entretien lourd, voir article 4) :

- réseaux électriques : positionner les postes moyennes et basses tension à un mètre au-dessus de la cote de référence et les rendre accessibles en cas d'inondation. Prévoir des groupes électrogènes de secours pour assurer l'alimentation des équipements sensibles.
- réseaux téléphoniques : positionner les coffrets de commande et d'alimentation au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou les rendre étanches.
- réseaux d'eau potable : positionner les équipements spéciaux (réservoirs, pompes, ouvrages de traitement, etc.) au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou les étanchéifier.
- réseaux d'assainissement : les équiper de clapets anti-retour aux points de rejet situés en dessous de la cote de référence.
- station d'épuration située en zone inondable : elle doit être protégée de l'immersion par des dispositifs techniques (endiguement, surélévation des ouvrages). Les appareils électriques et les bâtiments stratégiques devront être hors d'eau par rapport à la cote de référence. Les ouvrages (décanteurs, bassins d'aérations, ...) devront être conçus pour éviter leur flottaison dans l'hypothèse de la crue de référence.
- réseau pluvial : installation de clapets anti retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement. Procéder au verrouillage des tampons des regards en zone inondable.
- mise hors d'eau des réseaux sensibles à l'eau.

Pour les constructions et ouvrages les mesures suivantes sont recommandées :

- utiliser des techniques et des matériaux résistants aux pressions et vitesses d'écoulement locales et à une période d'immersion de manière à réduire la vulnérabilité du bâti et de ses aménagements sous la cote de référence augmentée de 50 cm.
- équiper les réseaux électriques situés au-dessous de la cote de référence (sauf alimentation étanche de pompes submersibles) de dispositifs de mise hors circuit automatique ou les rétablir au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm. Les branchements et comptage seront réalisés au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.
- les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques, les brûleurs des chaudières, les appareils électroménagers, etc..., devront être placés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm
- les réseaux privatifs (eau, gaz, téléphone5 électricité, eaux usées, autres tuyaux, etc...) seront munis en tant que de besoin de dispositifs destinés à éviter les remontées d'eau dans les constructions.

Article 5 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX COLLECTIFS :

Les créations, extensions et renforcement, ainsi que les réfections ou entretien lourd devront au minimum se conformer aux points suivants :

5.1 RESEAUX ELECTRIQUES :

Les postes moyennes et basses tensions devront être positionnés à 1 mètre au-dessus de la cote de référence et être accessibles en cas d'inondation.

Les lignes enterrées doivent être étanches.

Les branchements des habitants et le comptage seront réalisés au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.

5.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm tout le matériel sensible : armoires, lignes, centraux téléphoniques, etc...

5.3. RESEAUX DE GAZ :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm tout le matériel sensible : compteurs de distribution, postes et sous-stations, etc...

5.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm les ouvrages (captage et pompages) d'exploitation de la ressource, les ouvrages de stockage (réservoirs).

De plus, les dispositions prises et les produits choisis doivent assurer la pérennité des ouvrages (éviter les ruptures) et l'étanchéité parfaite (éviter la pollution).

5.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :

Les postes de relèvement ou de refoulement sont hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.

Les tampons des regards en zone inondable seront verrouillés.

5.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :

Installation de clapets anti-retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et de postes de refoulement. Verrouillage des tampons des regards. Conception intégrée de l'assainissement pluvial en milieu urbain .

5.7. STATION D'EPURATION :

Les stations d'épuration ne doivent pas être implantées dans des zones inondables.

TITRE 3

REVISION DU PPRI

Le présent PPRI pourra être modifié conformément à l'article 8 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995 suivant la même procédure que celle de son élaboration pour tenir compte, du moment qu'elles sont significatives, des améliorations apportées aux écoulements suite à des travaux de protection ou à contrario, de tout élément (crues, études, imperméabilisation, etc...) remettant en cause le périmètre délimité.

Notamment, dès lors que l'aléa de référence retenu semble dépassé au regard des événements météorologiques et hydrauliques intervenus depuis l'approbation du PPR, la révision de celui-ci doit être engagée (circulaire du 21 janvier 2004).

TITRE 4

MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

CHAPITRE 4.1. – INFORMATION PREVENTIVE

L'information préventive doit consister à renseigner les populations sur les risques majeurs auxquels elles sont exposées tant sur leur lieu de vie que de travail ou de vacances, et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent.

L'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 met en place l'information préventive et le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 modifié en donne les modalités d'application. Ce décret définit les missions de ceux qui ont le pouvoir de réaliser l'information préventive des citoyens : le préfet, le maire, les propriétaires de certains immeubles et les industriels.

Article 1 – CHAMP D'APPLICATION :

Les mesures d'information doivent être diffusées dans les communes où existe un PPR.

Article 2 – LE ROLE DU PREFET :

L'information donnée au citoyen sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis comprend la description des risques et de leurs conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement, ainsi que l'exposé des mesures de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets. Le préfet consigne dans le D.D.R.M. (dossier départemental des risques majeurs) les informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs du département.

Le D.D.R.M. édition 2004 a été envoyé à l'ensemble des communes du département.

Les informations contenues dans le D.D.R.M. sont portées à la connaissance du maire sous forme d'un dossier communal synthétique (D.C.S.).

Article 3 – LE ROLE DU MAIRE :

3.1 LE D.I.C.R.I.M. :

A partir des informations transmises par le préfet (DDRM, DCS et PPRi), le maire établit un document d'information communal sur les risques majeurs ou D.I.C.R.I.M. qui recense les mesures de sauvegarde répondant au risque sur le territoire de la commune, notamment celles de ces mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs de police.

L'élaboration de ce dossier d'information communale sur les risques majeurs (DICRIM) est obligatoire.

3.2 LES DISPOSITIONS D'AFFICHAGE :

Conformément à l'article 3 du décret n°90-918 du 11 octobre 1990, le maire fait connaître au public l'existence du DCS et du DICRIM par un avis affiché en mairie pendant 2 mois. Ces dossiers peuvent être librement consultés en mairie. Ils sont tenus à jour.

Les consignes de sécurité sont portées à la connaissance du citoyen par voie d'affiche.

Le maire en organise les modalités et en surveille l'exécution.

Les consignes de sécurité figurent également dans le document d'information et elles incluent éventuellement celles fixées par les exploitants ou les propriétaires des locaux ou terrains mentionnés ci-dessous.

Lorsque la nature du risque ou la répartition de la population l'exige, il peut les imposer :

- dans les locaux dont le nombre d'occupants dépasse cinquante personnes (les établissements recevant du public, les immeubles d'activité commerciale, agricole ou de service, etc...) ;
- dans les immeubles d'habitation regroupant plus de quinze logements.

Dans les terrains aménagés de camping ou de stationnement de caravanes regroupant plus de cinquante personnes sous tente ou quinze tentes ou caravanes à la fois, l'affichage est obligatoire selon le décret.

A cet effet, le maire établit et arrête un plan d'affichage.

L'affichage peut être élargi de façon concertée dans les autres lieux.

Les affiches sont conformes aux modèles arrêtés par les ministres chargés de la sécurité civile et de la prévention des risques majeurs.

3.3 INFORMATION DE LA POPULATION :

De plus, conformément à la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, dans les communes sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un plan de prévention des risques naturels prévisibles, **le maire informe la population au moins une fois tous les deux ans**, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié, sur :

- les caractéristiques du ou des risques naturels connus dans la commune,
- les mesures d'alerte,
- l'organisation des secours, .../...

- les mesures de prévention et de sauvegarde possibles,
- les dispositions du plan,
- les modalités d'alerte,
- l'organisation des secours,
- les mesures prises par la commune pour gérer le risque.

3.4 LA PREVISION DES CRUES ET LES REPERES DE CRUES :

(articles 41 et 42 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003)

L'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues est assurée par l'Etat.

Dans les zones exposées au risque d'inondations, le maire, avec l'assistance des services de l'Etat compétents, procède à l'inventaire des repères de crues existant sur le territoire communal et établit les repères correspondant aux crues historiques ou aux nouvelles crues exceptionnelles. La commune ou le groupement de collectivités territoriales compétent, matérialise, entretient et protège ces repères.

3.5 L'INFORMATION DES ACQUEREURS OU LOCATAIRES :

Le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 pris pour application de l'article 77 de la loi du 30 juillet 2003, prévoit que les acquéreurs et les locataires de biens immobiliers bâtis ou non bâtis, situés dans des zones couvertes par un PPR, prescrit ou approuvé, soit informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques.

Cette information est obligatoire depuis le 1^{er} juin 2006.

Un état des risques à annexer au contrat de vente ou de location, ainsi que sa note d'information sont téléchargeables sur les sites suivants :

www.prim.net/IAL.doc

www.vosges.pref.gouv.fr

(rubrique : SECURITE/securite civile/information acquéreurs-locataires)

CHAPITRE 4.2. – LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE DIT PCS

L'article 13 de la loi 2004-811 du 13 août 2004, dite loi de modernisation de la sécurité civile fait obligation aux communes dotées d'un PPR approuvé d'élaborer un plan communal de sauvegarde ou P.C.S. Le décret d'application ainsi qu'un guide méthodologique sont annoncés par la direction de la sécurité civile du Ministère de l'intérieur et des libertés locales pour la fin du premier semestre 2005.

Il regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population.

Il détermine en fonction des risques connus :

- les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes,
- fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité,
- recense les moyens disponibles
- et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.

Il peut désigner l'adjoint au maire ou le conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile. Il est arrêté par le maire.

Le plan communal de sauvegarde doit être un outil d'aide à la décision en cas de crise. Il permet d'organiser à l'avance la réaction communale, d'où un gain de temps précieux en cas de catastrophe.

GLOSSAIRE

Aléa : événement potentiellement dangereux. On appelle également aléa la probabilité de survenue de ce phénomène en un endroit donné au cours d'une période déterminée (phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données).

Centre urbain : il se caractérise notamment par son histoire, une occupation du sol de fait importante, une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services (circulaire du 24 avril 1996).

Compensations : mesures décidées pour contrebalancer les impacts négatifs sur la ligne d'eau, d'un ouvrage, d'une activité, d'une construction, ..., qui serait néanmoins autorisé.

Cote de référence : il s'agit de la cote qu'atteindrait la crue de référence au lieu d'implantation de la réalisation (ces cotes figurent sur les plans de zonage et dans le cas d'une implantation entre 2 cotes, une règle de 3 permet généralement de trouver la cote de référence du lieu considéré).

Crue : période de hautes eaux, de durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes et/ou à la fonte de neige.

Crue de référence : il s'agit généralement de la crue centennale (ayant un risque sur cent de se produire dans l'année) sauf lorsque l'on dispose d'éléments sur une crue plus importante, auquel cas, c'est cette dernière qui est prise comme crue de référence. Pour ce PPRI, il s'agit de la crue de décembre 1947 adaptée à la configuration actuelle de la Moselle.

Dispositions constructives : mesures qu'il appartient au constructeur de concevoir et de mettre en œuvre afin d'assurer l'intégralité de son ouvrage ; elles relèvent du code de la construction et non du permis de construire.

Embâcle : accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules automobiles, fûts, engins de chantiers, etc...) en amont d'un ouvrage (pont, etc...) ou bloqués dans des parties resserrées d'une vallée (gorges ou passages étroits).

Enjeux : personnes, biens, activités, moyens, patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Ils comprennent les zones d'expansion de crues, les espaces urbanisés, les établissements recevant du public, les équipements sensibles, les établissements industriels et commerciaux, les voies de circulation et les zones qui pourraient offrir des possibilités d'aménagement.

Exutoire : point le plus en aval ou le plus bas d'un réseau, où passent toutes les eaux drainées.

Lit mineur et lit majeur : le lit mineur est le lit ordinaire de la rivière, et le lit majeur est constitué de la zone de divagation de la rivière ou champ d'inondation.

Maître d'œuvre : concepteur ou directeur des travaux, chargés de la réalisation de l'ouvrage.

Maître d'ouvrage : personne physique ou morale pour le compte de laquelle un ouvrage est réalisé, propriétaire et financeur de l'ouvrage.

PPR : plan de prévention des risques.

Prévention : ensemble des dispositions visant à réduire l'impact d'un phénomène naturel (connaissance des aléas, réglementation de l'occupation des sols, mesures actives et passives de protection, information préventive, prévisions, alerte, plans de secours ...).

Ripisylve : végétation du bord des rivières.

Risque : il est la résultante d'enjeux soumis à un aléa. S'il n'y a pas d'enjeux, le risque est nul, quel que soit l'aléa.

Risque majeur : risque lié à un aléa d'origine naturelle ou anthropique dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, avec des dommages importants et dépassant les capacités de réaction des instances directement concernées.

Servitude d'utilité publique : charge instituée en vertu d'une législation propre affectant l'utilisation du sol ; elle doit figurer en annexe au POS/PLU. Un PPR approuvé constitue une servitude d'utilité publique ; il doit être annexé au POS/PLU.

SHOB : ou surface hors œuvre brute ; elle est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction.

Signal national d'alerte : émis par sirène (de la protection civile ou installée sur un bâtiment communal ou un véhicule), il est constitué d'un signal montant et descendant durant une minute et répété trois fois à intervalles de cinq secondes. Il correspond à la consigne « confinez-vous et écoutez la radio ». Le signal de fin d'alerte est un son continu de trente secondes.

Vulnérabilité : au sens le plus large, exprime le niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel (ou aléa) sur les enjeux (voir aussi risque).

Zones d'écoulement : il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse non nulle.

Zone d'expansion de crues : il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse faible ou négligeable, mais qui servent à stocker d'importants volumes d'eau en période de crue.